



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari • tel. 070/605121 • fax 070/60512435 • cagliari@insuleur.net

Rapport sur la recherche au sujet de

“La Perception des effets

du différentiel de gestion négatif

par les entrepreneurs

de la Province de Cagliari”



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

Sommaire

1. Aspects d'ensemble et introduction	p.	3
2. Nature et caractères de la recherche	p.	7
3. Eclaircissements théoriques et mise au point sur les concepts	p.	12
4. Analyse des réponses directes	p.	21
5. Remarques conclusives et approfondissement	p.	29
Pièce jointe 1	p.	34

*Recherche fait par le Consortium CIESO
et terminé dans le moi de novembre 2002*



1. Aspects d'ensemble et introduction

1.1. Le fait que l'insularité détermine des désavantages économiques et sociaux significatifs est si évident qu'il ne demande aucune démonstration. Toutefois, la connaissance de la nature et de la mesure de ce désavantage, même en termes généraux, reste faible et de toute façon, n'est pas suffisamment mise en évidence.

Ainsi, personne ne nie que l'insularité détermine des coûts plus élevés pour les entreprises qui opèrent dans les zones insulaires, mais il est aussi vrai que certains considèrent cette situation comme faisant partie des « diséconomies extérieures » de différents types, et ne lui attribuent donc pas une signification particulière et encore moins l'importance qu'il revêt pour les premiers intéressés, les habitants des Iles qui doivent chaque jour « faire leurs comptes » avec les effets négatifs de l'insularité.

1.2. Récemment cependant, l'insularité a reçu une reconnaissance formelle en tant que cause de désavantages économiques et sociaux structurels et permanents: lors de la révision du Traité sur l'Union européenne à Amsterdam en 1997, on a procédé à une modification significative de l'article 158, consacré à la formulation des « orientations » concernant la cohésion économique et sociale: l'article a reçu un complément qui assimile les Iles de l'Union européenne aux autres zones qui sont en situation de retard de développement permanent à cause de la spécificité de leurs caractères économiques et sociaux.

Actuellement, l'article 158 du Traité sur l'Union européenne est formulé ainsi : « Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales ».

Il est évident que les zones qui sont dans les conditions évoquées par l'article 158 ne peuvent garantir aux citoyens qui y vivent et aux organisations qui y opèrent l'égalité de conditions extérieures avec les autres régions de l'Union européenne.

En d'autres termes, le Traité sur l'Union européenne offre aujourd'hui la reconnaissance formelle du fait que les citoyens et les organisations, et plus généralement, les conditions économiques et sociales des Iles, sont désavantagés à cause des conditions extérieures ou environnementales. Cet état de fait implique qu'ils ne peuvent se prévaloir de « l'égalité de traitement » et oblige explicitement les institutions de l'Union européenne à des interventions de rééquilibrage qui garantissent cette « égalité de traitement » au moyen de compensations des désavantages de l'insularité.

1.3. Plus de quatre ans après l'entrée en vigueur des modifications d'Amsterdam au Traité sur l'Union européenne (survenue le 1^{er} mai 1998), l'intégration de l'article 158 n'a pas encore eu d'effets concrets, peut-être parce que la politique de cohésion de l'Union européenne a été définie - pour la période 2000-2006 - quand cette modification ne pouvait pas encore être opérationnelle.

Toutefois, à l'occasion des nouvelles exigences d'adaptation des Traités dans la perspective d'un approfondissement du processus d'intégration européenne et en relation avec le prochain élargissement de l'Union aux pays de l'Europe de l'est, il a été institué une Convention pour la réforme des Traités de l'Union européenne, tandis que les Institutions européennes (Parlement européen, Conseil de l'Europe, Conseil européen, Commission



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

européenne) et celles des Etats membres sont engagées dans un effort commun pour repenser les différents problèmes et aspects de l'Union .

On discute également de la réglementation des problématiques inhérentes à la politique de cohésion économique et sociale et donc de la possibilité de confirmer la reconnaissance des désavantages structurels et permanents qui caractérisent les Iles de l'Union

Cette situation entraîne des demandes de reconnaissance des conditions de désavantage de différentes natures: de la nature montagnaise du territoire à la faible densité, de la situation particulièrement périphérique à celle caractérisée par un climat rigoureux etc. Et, évidemment, les demandes proviennent de zones sensiblement différenciées par la taille, la démographie et d'autres éléments.

Dans ce cadre, il est possible que se créent des assimilations incongrues ou des confusions ne permettant pas des choix rigoureux. Ces possibilités peuvent devenir d'autant plus significatives que la nature et les caractères de ces désavantages sont perçus par les intéressés et donc, soulignés avant tout à ceux qui doivent prendre les décisions

1.4. Consciente des décisions prises et des risques liés concernant la confirmation de la reconnaissance de la condition de désavantage structurel et permanent des Iles de l'Union européenne par rapport aux autres régions, la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et d'Agriculture (CCIAA) de Cagliari a réalisé une recherche visant à déterminer le niveau de perception par les entrepreneurs de la Province de Cagliari de certaines problématiques fondamentales liées à l'insularité.

En effet, les entrepreneurs sont les référents fondamentaux de la CCIAA, car les organisations qui les regroupent constituent sa base institutionnelle. Il est connu d'autre part que la « mission » spécifique de



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

toute CCIAA est explicitement liée à l'amélioration de la base des entreprises de son territoire, et donc, en ce qui concerne la CCIAA de Cagliari, des entrepreneurs de la Province de Cagliari.

Il est évident que les chefs d'entreprises sont particulièrement intéressés à bénéficier d'interventions favorisant l'égalité des chances par rapport à leurs concurrents, et sont donc directement et fortement intéressés par l'action liée à la reconnaissance contenue dans l'article 158.

La CCIAA de Cagliari a jugé qu'il était intéressant de déterminer le niveau de perception de ces problématiques par les entrepreneurs locaux. D'où le développement de cette activité de recherche.

Un autre élément justifie le développement de la recherche par la CCIAA de Cagliari: c'est dans la capitale de la Sardaigne, organisée par la CCIAA de Cagliari, que se tiendra, les 14 et 15 novembre 2002, un important congrès international, le FORUM Sardegna 2002, sur le thème: "*Les PMI et les déséconomies insulaires: l'action des Chambres de Commerce et d'Industrie dans le cadre de l'Union européenne*".

Les résultats de la recherche ont semblé constituer une contribution indispensable au succès du Congrès.



2. Nature et caractères de la recherche

2.1. Nous avons, dans les derniers paragraphes du point précédent, mis en relief les raisons fondamentales qui ont amené la CCIAA de Cagliari à effectuer une recherche dont nous présentons ici les résultats.

Il paraît indispensable de préciser maintenant les finalités intrinsèques de la recherche, c'est-à-dire les objectifs cognitifs définis pour sa réalisation.

En synthèse, ils peuvent être présentés ainsi:

- a) perception, par les entrepreneurs interrogés, de l'existence pour les entreprises locales de désavantages provenant des conditions spécifiques de la Sardaigne ;
- b) perception, par les entrepreneurs interrogés, de l'existence pour les entreprises locales de désavantages provenant uniquement de l'insularité ;
- c) attribution d'une valeur en pourcentage (seulement indicative, naturellement) aux désavantages considérés dans leur ensemble ;
- d) identification des fonctions d'entreprise les plus et les moins pénalisées en liaison avec les problématiques proposées ;
- e) évaluation du surcoût pour chaque fonction sous l'effet des conditions économiques et sociales générales de la Sardaigne ;
- f) évaluation du surcoût pour chaque fonction sous l'effet du caractère d'insularité de la Sardaigne.

2.2. Pour atteindre ces objectifs, un questionnaire, joint au présent document, a été élaboré.

Il ne semble pas inutile de noter que les problématiques proposées par ce questionnaire ne sont pas véritablement élémentaires, par exemple le différentiel de gestion négatif ou celle d'environnement de référence et d'autres encore.



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

Face à de telles questions, il est évident que tous les interviewés n'ont pas compris ou du moins répondu avec la même rapidité et de façon également complète. On peut affirmer toutefois que ces diversités n'ont pas eu une influence significative sur les résultats de la recherche, même quand il n'a pas été possible de les dépasser.

Il faut souligner dès maintenant (en réservant à un autre moment l'approfondissement du sujet) que les objectifs intrinsèques de la recherche ont été atteints de façon satisfaisante, et que, dans le même temps, d'importantes informations auparavant non disponibles ont été récoltées.

2.3. La distribution du questionnaire a commencé au mois d'août 2002, mais elle n'a pu être achevée qu'en octobre de la même année. Le questionnaire a été remis à environ 150 chefs d'entreprises, mais 120 questionnaires remplis sont parvenus aux auteurs de la recherche, dont 20 n'étaient pas totalement utilisables à cause de graves erreurs évidentes ou parce qu'ils n'étaient que très partiellement remplis.

L'analyse des résultats se fonde donc sur 100 questionnaires remplis.

Les sujets interrogés sont des entrepreneurs locaux de la Province de Cagliari, faisant partie des différentes sous-sections de la section « Activités manufacturières » (désignée par la lettre D dans la classification des activités économiques de l'ISTAT – Institut National de la Statistique).

Pour plus d'exactitude, les entrepreneurs qui ont rempli le questionnaire font partie des sous-sections suivantes:

DA - Industries alimentaires, des boissons et du tabac ;

DB - Industries textiles et de l'habillement ;

DC - Industries de la tannerie, fabrication de produits en cuir, peau et assimilés ;

DD - Industrie du bois et des produits en bois ;



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

- DE - Fabrication de la pâte à papier, du papier et des produits en papier; imprimerie et édition ;
- DF - Fabrication de coke, raffineries de pétrole, traitement des combustibles nucléaires ;
- DG - Fabrication de produits chimiques et de fibres synthétiques et artificielles ;
- DH - Fabrication d'article en caoutchouc et matières plastiques ;
- DI - Fabrication de produits du travail des minéraux non métallifères;
- DJ - Production de métal et fabrication de produits en métal ;
- DK - Fabrication de machines et appareils mécaniques, y compris l'installation, le montage, la réparation et l'entretien ;
- DL - Fabrication de machines électriques et d'appareils électriques et optiques ;
- DM - Fabrication de moyens de transport ;
- DN - Autres industries manufacturières.

On a choisi des entrepreneurs provenant des sous-sections manufacturières, car l'on sait que ce sont les entreprises appartenant à ces secteurs d'activité qui subissent le plus les désavantages de milieu liés aux spécificités des conditions économiques et sociales et à d'autres éléments, y compris l'insularité.

Il faut aussi noter qu'il est permis d'étendre les résultats de la recherche à toute la Sardaigne, bien que, à cause de la compétence territoriale de la CCIAA de Cagliari, l'échantillon n'ait été constitué que d'entrepreneurs de la Province de Cagliari.

Au cours de l'exposé des résultats de la recherche, il sera donc fait communément référence à la Sardaigne.

2.4. Comme cela a été dit, la recherche s'est déroulée sous l'égide de la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et d'Agriculture de Ca-



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

gliari, qui en a confié la direction au Professeur Giuseppe Usai, professeur d'Economie et de Gestion des entreprises à l'Université de Cagliari.

La réalisation de la recherche a été surtout confiée à la CCIAA de Cagliari dont la contribution, après information du Président Romano Mambrini et du Bureau consulaire, s'est réalisée au travers de l'activité du Secrétaire Général M. Paolo Solinas et de Mmes. Amitrano et Tocco.

Les Associations professionnelles suivantes ont également participé à la réalisation de la recherche, en distribuant le questionnaire à certains de leurs membres:

- Association des industriels de la Province de Cagliari ;
- API Sarda – Cagliari ;
- Association des Artisans de la Province de Cagliari ;
- CNA ;
- Confartigianato ;

Enfin, le *Consortium Cieso* a pris part à la recherche en faisant remplir 50 questionnaires et en analysant et élaborant les résultats.

Comme on l'a dit rapidement plus haut, il faut noter que la recherche est caractérisée avant tout par des finalités intrinsèques très ambitieuses. Pour les données, en effet, il s'agissait de faire référence non seulement à des statistiques internes et à des évaluations comptables analytiques, généralement absentes au sein des petites entreprises sardes, mais aussi à des valeurs analogues pour les entreprises extérieures concurrentes.

Ce second élément, le manque de conscience ou d'information, s'est révélé presque total dans certains cas (coût total des concurrents sur lequel nous donnerons des précisions au point 5), tandis qu'il était significatif aussi pour d'autres questions.

Il faut noter toutefois que ces carences étaient bien connues des auteurs de la recherche, qui ont pensé cependant qu'il n'était pas possible de



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

renoncer à vérifier les impressions ou les suppositions qu'ils pouvaient obtenir, et ont obtenu, à ce propos.

A l'ambitieuse finalité du projet se sont ajoutées, pour de multiples problèmes techniques, de nombreuses autres difficultés, liées en particulier au fait que la recherche a dû être lancée exactement au moment des vacances d'été.

D'autre part, la nature des finalités intrinsèques de la recherche demandait une préparation importante et un engagement énorme des enquêteurs, qui n'ont été effectifs que partiellement.

Il est également vrai que, comme on l'a dit plus haut, certains interviewés ont eu des difficultés pour comprendre les concepts qu'on leur demandait d'affronter, ce qui a déterminé une certaine incertitude dans les réponses. Il ne faut pas non plus négliger le fait bien connu que les entrepreneurs, en général, ont la réputation de ne pas pouvoir consacrer beaucoup de temps à des activités marginales par rapport à leurs obligations matérielles les plus pressantes: et la hâte n'a certainement pas favorisé des réponses exhaustives.

Malgré cela, et comme on pourra en juger dans les pages suivantes, la recherche a fourni de multiples éléments d'informations utiles, non seulement pour les finalités intrinsèques de la recherche, mais aussi pour les motivations qui ont amené la CCIAA de Cagliari à prendre cette initiative.



3. Eclaircissements théoriques et mise au point sur les concepts

3.1. Pour une interprétation univoque et profitable des résultats de la recherche, il semble opportun de présenter une analyse théorique, synthétique et schématique, des catégories conceptuelles contenues dans les questions du questionnaire et les réponses obtenues.

Pour des raisons d'espace, l'analyse en question est présentée sous forme de définition des termes et des concepts qui n'appartiennent pas au langage commun.

3.1.1. Entreprises locales de Sardaigne

Par l'expression « Entreprises locales de Sardaigne », il est fait référence à des entreprises dont le chef et, plus généralement, les hommes qui la composent, ont le siège fondamental de leurs intérêts en Sardaigne.

Il s'agit d'entreprises entrant dans la catégorie des petites et moyennes entreprises, et plus exactement, dans la classe des « micro », « petites » et « moyennes » de la définition utilisée par l'Union européenne sur la base de la Recommandation du 3 avril 1996 (JOCE L 107 du 30 avril 1996). Dans cette recommandation, la « micro-entreprise » est une unité employant moins de 10 personnes, à ne pas confondre avec « l'entreprise artisanale » ; la « petite entreprise » emploie moins de 50 personnes, avec un chiffre d'affaires annuel non supérieur à 7 millions d'Euros et possède la condition d'indépendance (sont considérées « indépendantes » les entreprises dont 25% ou plus du capital ou des droits de vote ne sont pas détenus par une seule entreprise ou, conjointement, par plusieurs entreprises ne rentrant pas dans la définition de la petite ou moyenne entreprise) ; la « moyenne entreprise » est une entreprise ayant moins de 250 employés, un chiffre d'affaire annuel non supérieur à 40 millions d'Euros ou un bilan annuel total non supérieur à 27 millions d'Euros et possédant la condition d'indépendance.



Les entreprises définies par cette expression constituent un pourcentage proche de 100% des entreprises manufacturières existant en Sardaigne.

3.1.2. Environnement

Chaque entreprise peut distinguer de façon abstraite des facteurs internes et externes. Ces derniers forment l'environnement de l'entreprise, constitué de l'ensemble de variables traditionnellement appelé *marché* (variables concernant les concurrents, les fournisseurs, les clients, les financements) et aussi d'autres variables de tous types qui sont importantes pour l'entreprise (variables culturelles, politiques, démographiques, économiques et sociales, infrastructurelles, environnementales, administratives, etc.).

De façon plus technique, l'environnement se définit comme l'ensemble des contraintes, des conditionnements et des possibilités externes à l'entreprise mais cependant importantes pour elle.

3.1.3. Environnement de première référence et environnement général.

Pour pouvoir approfondir l'analyse des influences de l'environnement sur l'entreprise, la théorie économique de l'entreprise a distingué l'environnement de référence de l'environnement général.

Cette dernière formule a été réservée à cet ensemble de contraintes, conditionnements et possibilités ayant une portée plus générale et ample, et qui est lié aux variables politiques et institutionnelles et à celles nées de la souveraineté de l'Etat.

Si l'expression « environnement de référence » est utilisée pour désigner les contraintes, conditionnements et possibilités provenant de l'environnement proche de l'entreprise, c'est-à-dire l'environnement dans lequel elle s'enracine, le concept s'exprime par l'expression « environnement de première référence ». Il s'agit des influences de nature surtout géographique, économique, infrastructurelle, démographique.



A partir de ces concepts, il faut préciser que, pour les entreprises locales de Sardaigne, l'environnement de première référence est l'Ile, tandis que l'environnement général est l'Italie, et fondamentalement l'Union européenne.

3.1.4. Spécificité des conditions d'environnement de chaque entreprise selon sa «capacité de filtre» individuelle

Chaque entreprise a, avec son environnement de première référence comme avec son environnement général, une relation absolument individuelle et spécifique. En effet, l'entreprise «n'absorbe» pas passivement les contraintes, conditionnements et possibilités de son environnement, mais au contraire exerce une fonction particulière de « frontière » (la « fonction de filtre ») au travers de laquelle elle sélectionne les variables de l'environnement selon ses propres exigences, en laissant pénétrer en son sein les éléments positifs (les possibilités) et en barrant l'entrée des éléments négatifs (les menaces).

Ainsi, justement en fonction de sa capacité personnelle de sélection et de filtre des variables, chaque entreprise obtient un résultat spécifique, absolument individuel, qui peut être fait surtout ou exclusivement de possibilités, ou, à l'opposé, de contraintes et de conditionnements négatifs, ou encore, comme c'est en général le cas, des unes et des autres.

3.1.5. Différenciation quantitative des conditions d'environnement

La spécificité des conditions d'environnement pour chaque entreprise présentée au point 3.1.4 est particulièrement importante pour la recherche décrite ici: puisque la perception des conditions d'environnement est forcément liée aux perceptions particulières de chaque entrepreneur, et puisque ces perceptions sont à l'évidence liées aux exigences personnelles, on devait obtenir, et on a obtenu, des réponses à base économique présentant de sensibles différences.



3.1.6. Coûts d'investissement et coûts de gestion

Lorsque l'on s'apprête à exercer une activité entrepreneuriale, il est indispensable de « compter » avec les coûts d'investissement et, de façon distincte, avec les coûts de gestion.

Les coûts d'investissement sont destinés à disposer de la structure opérationnelle, c'est-à-dire de l'unité apte au déroulement de l'activité de l'entreprise.

Il s'agit donc de coûts à soutenir « una tantum », avant le début des activités d'entreprise, ou à l'occasion d'agrandissements, de restructurations, d'entretien extraordinaire et autres.

Les coûts de gestion sont, eux, liés au déroulement de l'activité de l'entreprise, c'est-à-dire à la réalisation des activités économiques et plus généralement, des activités pour lesquelles l'entreprise a vu le jour. Ces coûts sont évidemment récurrents, car ils concernent la gestion de l'entreprise, c'est-à-dire les activités qui se déroulent du début à la fin de la vie de l'entreprise de façon en grande partie récurrente.

3.1.7. Fonctions de gestion de l'entreprise

Les activités économiques, ou activités d'entreprise, qui se succèdent de façon récurrente constituent la *gestion* de l'entreprise, que l'on peut considérer selon de multiples aspects (matériel, patrimonial, financier, économique, etc.).

Concrètement, la gestion est décomposée en éléments d'activités économiques, déterminés de façon à ce que chacun comprenne des activités relativement homogènes.

Ainsi, on met en évidence des fonctions d'entreprise qui, au delà des noms et des généralités, comportent toujours de forts caractères individuels, quantitatifs et qualitatifs, pour chaque entreprise.

Par exemple, on peut noter que toute entreprise possède une fonction financière, c'est-à-dire un ensemble d'activités liées à la définition des



besoins financiers, à l'accès aux sources de couverture des besoins financiers et à la « gestion » des ressources financières.

De la même façon, toute entreprise a une fonction d'achat, une fonction de vente, etc.

3.1.8. Fonctions de gestion de l'entreprise manufacturière

Comme nous venons de le dire, toute entreprise a un « système » spécifique de fonctions de gestion, élaboré pour effectuer le type d'activités qui la caractérise. Malgré cela, il est possible d'identifier un ensemble de fonctions de gestion qui, en général, se rencontre dans la presque totalité des entreprises appartenant au même secteur d'activité économique.

En ce qui concerne les entreprises manufacturières, auxquelles, comme il a été dit, est consacrée la recherche soutenant ce Rapport, les fonctions de gestion peuvent être ainsi schématiquement relevées:

- Financière: ensemble d'activités qui se concrétisent par l'analyse des besoins financiers, le repérage des sources de financement les plus adaptées, et la gestion des ressources financières à disposition de l'entreprise.
- Approvisionnement en matières premières et matériaux: ces activités ont pour objectif de faire parvenir à l'entreprise les matières premières et les matériaux (mais ceci est vrai pour toute « ressource » à acquérir) utilisés pour le déroulement de l'activité, dans les quantités et qualités nécessaires, à un coût convenable, sur le lieu où ils doivent être utilisés et dans des temps qui ne créent pas de difficultés à l'activité de production.
- Gestion des stocks des matières premières et des matériaux: c'est une fonction qui consiste à l'évaluation et au choix du meilleur niveau de matières premières et de matériaux à avoir en stock, pour éviter d'une part que le stock soit surestimé et détermine des coûts inutiles, et d'autre part, qu'il soit sous-estimé et détermine des coûts encore plus grands en



cas d'interruption du processus de production.

- **Production:** l'aspect central de cette fonction est le processus de transformation des matières premières en produits finis. Cette fonction a subi au cours des dernières décennies des transformations radicales liées à l'important développement technologique qui a concerné de nombreux aspects du processus de production de nombreux produits des entreprises manufacturières.
- **Gestion des stocks de produits finis:** l'objectif de cette fonction est d'éviter que ne s'interrompe le flux de distribution des produits, c'est-à-dire que ne soient pas satisfaites toujours et dans tous les cas les demandes de produits par les consommateurs.
- **Distribution ou marketing:** c'est l'activité de gestion qui met en relation l'entreprise et ses produits avec les clients. Elle a une fonction « d'orientation » des autres fonctions, en relation avec l'exigence de toujours trouver des modalités meilleures et nouvelles pour « résoudre les problèmes » de ses clients.
- **Comptabilité et administration:** c'est une fonction résiduelle par rapport aux autres, et elle concerne le relevé des objets économiques, financiers et patrimoniaux de la gestion, les formalités juridiques, fiscales, administratives et d'autres types imposées à l'entreprise.

3.1.9. Différentiel de gestion négatif en général

Toute entreprise, étant enracinée dans un environnement spécifique (de première référence ou général) possède une connotation issue de la combinaison de ses caractères internes et de ceux qu'elle tire de son environnement.

Il en découle que, fondamentalement, l'entreprise, tout en devant tenir compte de son système propre de contraintes, conditionnements et possibilités adapté aux caractères de son environnement, a autour d'elle une importante « base » « d'avantages » ou de « désavantages » compétitifs;



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

mais l'entreprise peut limiter les effets externes négatifs, ou n'intégrer que partiellement les effets externes positifs. Cependant, évidemment, si elle est enracinée dans un milieu favorable, elle peut – les autres conditions étant égales - obtenir le succès tandis qu'une entreprise enracinée dans un environnement défavorable – les autres conditions étant égales – est destinée à l'échec.

Dans tous les cas, il est certain que les environnements défavorables influencent de façon négative la vie de l'entreprise, car les circonstances négatives de l'environnement deviennent des surcoûts ou des bénéfices moindres, que l'entreprise supporte à tous les niveaux de son fonctionnement.

De façon technique, les surcoûts (ou les bénéfices moindres) supportés par l'entreprise à cause des conditions négatives de l'environnement constituent le « différentiel de gestion négatif » qui, par la suite, sera désigné par le sigle « DGN ».

Par exemple, ceci peut concerner l'ensemble des régions du Mezzogiorno italien, où des raisons historiques, des carences en infrastructures, des facteurs démographiques, une relative situation périphérique et d'autres éléments encore, se mêlent et déterminent pour les entreprises qui y sont installées un DGN qu'il est impossible d'attribuer à telle ou telle cause.

Dans d'autres cas, les surcoûts et les bénéfices moindres peuvent être raisonnablement attribués à une seule cause négative, et le DGN peut donc recevoir une définition spécifique, comme c'est le cas, par exemple, lorsque la cause fondamentale des surcoûts et des bénéfices moindres est la carence en infrastructures.

Enfin, il faut noter que ces causes négatives ne jouent pas tant au moment de la naissance de l'entreprise que durant sa vie, et c'est pour cela que l'expression qui définit cette situation – le DGN – se réfère à la gestion.



Cependant, face à cet état de fait, les aides à fonds perdus pour la création d'entreprise ou les financements à taux préférentiel pour la constitution de la structure de base ne peuvent par définition pas résoudre le problème.

Le DGN peut être tel qu'il détermine pour toutes les fonctions de l'entreprise ou une grande partie d'entre elles des surcoûts (ou des bénéfices moindres pour la distribution commerciale). Dans d'autres cas, au contraire, le DGN joue exclusivement ou principalement sur une ou peu de fonctions.

Par exemple, si de nombreuses causes déterminent le DGN, il est probable que les conditions négatives se réfèrent à toutes ou à de nombreuses fonctions, tandis que si la cause est unique, les surcoûts pourraient ne concerner qu'une ou peu de fonctions. L'utilisation du conditionnel doit cependant suggérer que les cas sont nombreux pour lesquels une seule circonstance négative influe sur de nombreuses fonctions.

3.1.10. Différentiel de gestion négatif spécifique à l'insularité.

L'insularité est une cause de surcoûts (ou de bénéfices moindres) d'une importance connue, et, dans tous les cas, valide en soi, c'est-à-dire telle qu'elle détermine à elle seule le différentiel de gestion négatif. Par la suite, nous utiliserons l'expression « DGN provenant de l'insularité » pour désigner cette situation.

Il faut préciser tout de suite que l'insularité, conformément aux hypothèses du point précédent, est un élément prégnant au point de concerner toutes les fonctions de l'entreprise en même temps, car elle génère des désavantages compétitifs. L'insularité entraîne en effet non seulement d'évidents surcoûts pour les transports extérieurs, mais aussi des problèmes d'inadaptation du marché local des capitaux, de transferts intérieurs, de demande intérieure (des bénéfices moindres), du système des infrastructures, aussi parce que les besoins en infrastructures d'une île sont en moyenne plus importants que ceux des zones non insulaires, etc.



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

En effet, le DGN provenant de l'insularité peut (et c'est le cas très souvent) se combiner avec le DGN de type général, et prendre parfois un aspect totalitaire pour certaines fonctions: ainsi, une île du Mezzogiorno italien tend non seulement à avoir les mêmes handicaps que les autres Régions du Mezzogiorno, et donc un DGN général analogue, mais elle a aussi les désavantages structurels et permanents provenant de l'insularité. Dans ce cas, le DGN provenant de l'insularité s'allie d'une certaine façon au DGN général, et l'amplifie, ou mieux, l'aggrave de façon plus que proportionnelle.



4. Analyse des réponses directes

4.1. Le titre de ce chapitre veut mettre en évidence le fait que l'analyse ici proposée est dédiée à la présentation des réponses au questionnaire telles qu'elles ont été formulées par les interviewés. En d'autres termes, nous soulignons que ce chapitre entend éviter tout approfondissement ou explication afin de fournir une perception précise et schématique des réponses obtenues.

Dans ce cadre, on a aussi voulu limiter le plus possible le traitement des données: les seuls traitements qui se sont révélés indispensables concernent l'exigence de formuler les données et informations de façon synthétique et claire. En même temps, il a été nécessaire de proposer des sommes, des moyennes et des pourcentages pour les réponses obtenues, mais ceci n'enlève rien à la perception directe des réponses fournies par les interviewés.

4.2. La première question est la suivante: « Les entreprises locales de Sardaigne enregistrent-elles, pour des raisons d'environnement (caractères géographiques, démographiques, historiques, culturels, sociaux, économiques etc.) des coûts plus élevés et des bénéfices moindres par rapport aux entreprises concurrentes dont l'environnement de référence se situe dans les régions du centre et du nord de l'Italie? ».

Sur 100 interviewés, 97 ont répondu positivement, tandis que 3 personnes ont répondu négativement: donc, les réponses qui confirment la thèse implicite de la question ont été égales à 97%.

Il semble utile de signaler que, parmi les 97% qui ont relevé l'existence de coûts plus élevés et de bénéfices moindres pour des raisons d'environnement, beaucoup ont ajouté des notes comme « sans aucun doute », « certainement », « comme tout le monde le sait », et autres, pour



renforcer leur réponse.

Un des interviewés qui a répondu « non » a spécifié que, dans son activité, qui utilise presque exclusivement des matières premières locales, il ne pense pas supporter des coûts plus élevés par rapport aux entreprises extérieures à la Sardaigne, et pense même avoir un avantage justement parce que son produit est exclusivement sarde.

Pour les deux autres réponses négatives également, la non perception d'un différentiel de gestion négatif pour la réalité économique et sociale de la Sardaigne est absolument « singulière », c'est-à-dire liée à la très petite taille de l'entreprise et à l'horizon exclusivement local de son environnement.

4.3. La deuxième question présentée aux interviewés est la suivante: « Ce différentiel de gestion négatif dépend-il de façon significative de l'insularité? ».

Pour cette question, il faut observer que tous les entrepreneurs qui ont répondu positivement à la première question – 97% des interviewés – ont répondu de même à celle-ci: c'est-à-dire que l'on a obtenu 100% de réponses positives.

Les commentaires faits par les interviewés sur cette question ont été beaucoup plus incisifs: par exemple, un interviewé affirme que « il faut vivre dans une île pour comprendre à quel point elle est pénalisée » et un autre que « vivre dans une île est une donnée qui pénalise l'activité dès son début et dure en permanence ».

4.4. La troisième question est la suivante: « Les fonctions d'entreprises enregistrant les coûts les plus élevés (ou les bénéfices les plus faibles) ».

Pour chaque fonction, la valeur chiffrée concernant les personnes ayant donné des indications est reportée schématiquement dans le



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

tableau n° 1 sur la valeur absolue de réponses positives pour chaque fonction indiquée.

Tableau 1 – Réponses à la question 3 (valeurs absolues)

Fonctions d'entreprise	Réponses			
	oui	non	ne sais pas	pas de réponse
Financement	63	25	9	-
Approvisionnement en matières premières et matériaux	80	15	-	2
Transport matières et matériaux	88	6	3	-
Gestion stock matières premières et matériaux	46	36	12	3
Transformation industrielle				
a) coût du personnel de production	13	65	14	5
b) coût de l'utilisation de machines	35	43	14	5
c) coût de l'énergie	56	23	16	2
d) autres coûts industriels	26	41	24	6
Gestion stock produits finis	30	54	8	5
Transport des produits finis	61	33	1	2
Distribution commerciale des produits finis	49	39	6	3
Comptabilité, contrôle et administration en général	10	71	11	5

Pour évaluer les réponses en pourcentages, il faut se référer seulement aux interviewés qui ont formulé des réponses positives aux deux premières questions, c'est-à-dire à 97 sur 100 ou 97%.

Et donc, en partant des valeurs absolues du tableau n° 1, on parvient aux valeurs en pourcentages du tableau n° 2.

Si l'on organise les données du tableau n° 2 de façon décroissante on voit que les cinq fonctions pour lesquelles les surcoûts sont perçus davantage sont dans l'ordre: Transport des matières premières et des matériaux (90,72%); Approvisionnement en matières premières et matériaux (82,47%);



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

Financement (64,95%); Transport des produits finis (62,88%); Energie (57,73%).

Tableau 2 – Réponses à la question 3 (valeurs en pourcentage)

Fonctions d'entreprise	Réponses			
	OUI	NON	ne sais pas	pas de réponse
Financement	64,95	25,77	9,28	-
Approvisionnement en matières premières et matériaux	82,47	15,46	-	2,07
Transport des matières premières et des matériaux	90,72	6,19	3,09	-
Gestion des stocks de matières premières et matériaux	47,42	37,12	12,37	3,09
Transformation industrielle				
a) coût du personnel de production	13,4	67,02	14,43	5,15
b) coût de l'utilisation de machines	36,08	44,34	14,43	5,15
c) coût de l'énergie	57,73	23,71	16,49	2,07
d) autres coûts industriels	26,8	42,27	24,74	6,19
Gestion des stocks de produits finis	30,93	55,67	8,25	5,15
Transport des produits finis	62,88	34,02	1,03	2,07
Distribution commerciale des produits finis	50,51	40,21	6,19	3,09
Comptabilité, contrôle et administration en général	10,31	73,2	11,34	5,15

Comme on le voit, certaines de ces fonctions (Transport des matières premières et des matériaux, Approvisionnement en matières premières et matériaux et Transport des produits finis) sont directement liées à l'insularité de la Sardaigne, tandis que les autres (Financement et Energie) ont des liens qui ne semblent pas immédiats, mais qui existent certainement aussi.



Comme démonstration de cette observation, on peut réfléchir au fait que l'insularité détermine pour le marché des capitaux des limites territoriales très précises et évidemment étroites, car la base humaine de ce marché est limitée en nombre.

On peut tenir le même discours au sujet de l'énergie, étant donné que l'insularité ne facilite certainement pas la continuité de l'approvisionnement en énergie à partir de sources extérieures.

Les deux fonctions pour lesquelles la perception d'un coût plus élevé a obtenu l'accord le plus faible sont: Personnel de production (13,40%) ; Comptabilité, contrôle et administration en général (10,31%).

Il semble opportun de signaler enfin que la perception d'un surcoût est généralement forte pour toutes les fonctions, d'un maximum de 90,78% à un minimum de 10,31%.

4.5. La quatrième question est la suivante: « Pouvez-vous indiquer le pourcentage estimé de surcoût relativement au différentiel de gestion négatif pour chaque fonction ? ».

Les valeurs pour les réponses à la question 4 de la part de ceux qui ont répondu positivement à la question 3, c'est-à-dire de ceux qui ont indiqué les fonctions qui, à leur avis, « enregistrent les coûts les plus élevés (ou les bénéfiques moindres) » sont indiquées dans le tableau n°3 de la page suivante. Ce tableau rappelle pour mémoire les valeurs absolues des réponses positives à la question 3 (déjà portées dans le tableau n°1) et la valeur moyenne de coût indiquée par les interviewés pour chaque fonction.

Si l'on considère les valeurs indiquées dans la colonne « surcoût moyen » en ordre décroissant, les cinq fonctions indiquées comme supportant un surcoût dû à un différentiel de gestion négatif sont les suivantes: Transport des matières premières et des matériaux (20,90%) ; Transport des produits finis (18,26%) ; Approvisionnement en matières



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

premières et matériaux (17,65%) ; Energie (17,41%) ; Personnel de production (16,00%).

Les deux fonctions perçues comme les moins touchées par le différentiel de gestion négatif sont la Comptabilité, contrôle et administration en général (8,80%) et les Autres éléments de l'activité industrielle (8,50%).

Tableau 3 – Réponses à la question 4 (valeurs absolues et surcoût moyen)

Fonctions d'entreprise	Réponses OUI	surcoût moyen
Financement	63	12,87
Approvisionnement en matières premières et matériaux	80	17,65
Transport matières premières et matériaux	88	20,9
Gestion des stocks matières premières et matériaux	46	12,41
Transformation industrielle		
a) coût du personnel de production	13	16
b) coût de l'utilisation de machines	35	13,8
c) coût de l'énergie	56	17,41
d) autres coûts industriels	26	8,5
Gestion des stocks de produits finis	30	15,73
Transport des produits finis	61	18,26
Distribution commerciale des produits finis	49	15,67
Comptabilité, contrôle et administration en général	10	8,8

4.6. La cinquième question est la suivante: « Pouvez-vous indiquer, comme ci-dessus, le taux de surcoût pour chaque fonction relativement au différentiel de gestion négatif par rapport au seul caractère spécifique d'insularité? ».

Dans le tableau n°4 de la page suivante sont reportées pour mémoire les valeurs absolues concernant les interviewés ayant indiqué en réponse à la question 3 les fonctions de gestion qui, à leur avis, sont touchées par un



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

coût plus élevé, ainsi que le surcoût moyen qu'ils ont déclaré devoir soutenir à cause du caractère spécifique d'insularité pour chaque fonction.

Les réponses données à la question ont mis en évidence que cinq fonctions sont jugées plus pénalisées par le différentiel de gestion négatif provenant de l'insularité: ce sont Transport des matières premières et des matériaux (18,82%) ; Transport des produits finis (16,70%) ; Approvisionnement en matières premières et matériaux (15,64%) ; Energie (15,55%) ; Gestion des stocks de produits finis (12,27%).

Tableau 4– Réponses à la question 5 (valeurs absolues et surcoût moyen)

Fonctions d'entreprise	Réponses OUI	surcoût moyen
Financement	63	7,52
Approvisionnement en matières premières et matériaux	80	15,64
Transport des matières premières et matériaux	88	18,82
Gestion des stocks de matières premières et matériaux	46	9,02
Transformation industrielle		
a) coût du personnel de production	13	10,69
b) coût de l'utilisation de machines	35	10,86
c) coût de l'énergie	56	15,55
d) autres coûts industriels	26	6,31
Gestion des stocks de produits finis	30	12,27
Transport des produits finis	61	16,7
Distribution commerciale des produits finis	49	11,81
Comptabilité, contrôle et administration en général	10	6,7

Les deux fonctions perçues comme les moins touchées par le différentiel de gestion négatif provenant de l'insularité sont la Comptabilité, contrôle et administration en général (6,70%) et les Autres éléments de l'activité industrielle (6,31%).



4.7. La sixième question « Eventuelles remarques complémentaires, précisions, suggestions utiles pour la validité de la recherche » a eu le rôle de demander des observations aux interviewés.

Peu d'entre eux ont utilisé cette possibilité.

Ceux qui l'ont fait ont voulu souligner l'absolue évidence des handicaps structurels et permanents qui caractérisent la réalité économique et sociale de la Sardaigne, comme on le notait au premier paragraphe de ce chapitre.



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

5. Remarques conclusives et approfondissement

5.1. Les données et les informations qui émergent de l'enquête permettent une première et importante conclusion: les entrepreneurs interviewés considèrent l'insularité comme une composante principale du DGN total que supportent les petites entreprises de Sardaigne. Et nombreux sont ceux qui pensent que l'insularité est l'élément exclusif du différentiel de gestion négatif.

Pour certaines fonctions, ce phénomène reçoit en moyenne une valeur proche ou supérieure à 50% des interviewés, comme le montre le tableau n°5.

Tableau 5 –Rapprochement entre les réponses 4 et 5

Fonctions d'entreprise	Réponses		
	oui (Q. 3) a	pareil (Q.4 et 5) b	% b/a
Financement	63	28	44,44
Approvisionnement en matières premières et matériaux	80	39	48,75
Transport des matières premières et matériaux	88	23	26,13
Gestion des stocks de matières premières et matériaux	46	28	60,87
Transformation industrielle			
a) coût du personnel de production	13	6	46,15
b) coût de l'utilisation de machines	35	21	60,00
c) coût de l'énergie	56	41	73,21
d) autres coûts industriels	26	14	53,84
Gestion des stocks de produits finis	30	13	43,33
Transport des produits finis	61	33	54,1
Distribution commerciale des produits finis	49	25	51,02
Comptabilité, contrôle et administration en général	10	6	60,00

Il faut noter que ce phénomène est aussi évident que plausible, car -



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

comme nous l'avons dit plus haut – le caractère d'insularité, à y regarder de près, constitue une source d'effets négatifs et ceux-ci ont des échos conjugués sur de multiples fonctions sinon sur toutes.

5.2. La réponse la plus significative émergeant de l'analyse des interviews est peut-être constituée par le fait que la différence entre le surcoût de chaque fonction attribué au différentiel de gestion négatif d'ensemble et le surcoût des mêmes fonctions attribué au DGN dû à l'insularité ne s'élève qu'à 2 ou 3 points en pourcentage.

Cette constatation est mise en évidence par le tableau n°6, qui fait référence aux fonctions auxquelles ont été attribuées les premières positions dans le classement par coût plus élevé.

Tableau 6 – Comparaison entre les données concernant le surcoût provenant du DGN général et du DGN dû à l'insularité

Fonctions d'entreprise	surcoût du DGN général	surcoût du DGN dû à l'insularité	différence
Transport des matières premières et des matériaux	20,9	18,82	2,08
Transport des produits finis	18,26	16,7	2,56
Approvisionnement en matières premières et matériaux	17,65	15,64	2,01
Energie	17,41	15,55	1,86

5.3. A partir de ces données et de certains éléments proches de celles-ci, il est possible de proposer une évaluation du surcoût total (ou relative à toutes les fonctions considérées ensemble, c'est-à-dire à l'ensemble de la gestion) que subissent les entreprises locales de Sardaigne par rapport à leurs concurrentes extérieures, aussi bien pour le DGN général que pour le DGN dû à l'insularité.



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

A ce point, il faut préciser que cette estimation de donnée ne s'obtient pas de façon autonome par rapport aux réponses des questionnaires, mais au contraire, même avec une certaine imprécision, en réfléchissant sur l'importance du surcoût attribué à chaque fonction.

A ce propos en effet, des remarques préliminaires s'imposent :

- a) Il n'a pas été possible d'avoir une évaluation directe du surcoût total car, sur la base des tests de questionnaires réalisés avant l'enquête effective, il est apparu évident que les entrepreneurs de Sardaigne n'avaient pas les informations suffisantes pour leur permettre de donner une réponse fondée, au moins partiellement, à cette question. En effet, au moment du test préliminaire, les interviewés faisaient remarquer qu'ils n'avaient pas assez d'informations sur les coûts globaux des concurrents et que, donc, ils ne pouvaient établir une comparaison entre leurs coûts globaux et ceux de leurs concurrents.
- b) Les données disponibles sont celles concernant les surcoûts pour chaque fonction, mais les diverses fonctions contribuent au coût total de façon variée.
- c) Les fonctions qui contribuent le plus à la détermination du coût total des petites et moyennes entreprises de Sardaigne sont indubitablement celles de Transport, Approvisionnement des matières premières et des matériaux, Gestion des stocks de matières premières et de matériaux. Comme le montrent les données des tableaux précédents, ces fonctions sont responsables du surcoût de l'ordre de 19/21% pour le DGN général et de 2/3 points en moins pour le DGN dû à l'insularité.

A partir de ces indications, si l'on considère les données de toutes les fonctions et en particulier celles des fonctions qui contribuent majoritairement au coût total, on peut estimer que le surcoût total des entreprises locales de Sardaigne dû au DGN général est, approximativement et au moins, de l'ordre de 17/20%, tandis que celui dû au DGN lié à



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

l'insularité est, également approximativement et au moins, de l'ordre de 14/17%.

Ces données sont confirmées par le fait que, si l'on effectue la moyenne arithmétique des surcoûts moyens en pourcentage reportés au tableau n°3, on obtient un pourcentage moyen de l'ordre de 15%: mais il s'agit d'un coût pour lequel on attribue la même valeur, même aux fonctions qui ont un effet limité sur le coût total.

Pour obtenir une donnée convenablement réaliste des surcoûts que les entreprises locales de Sardaigne subissent au total à cause du DGN (général et dû à l'insularité) à partir de données indiquées ci-dessus, il est indispensable de tenir compte des éléments suivants:

- 1) Les données quantitatives ci-dessus doivent être complétées par le fait que, à cause du DGN, il existe en Sardaigne des éléments négatifs pour la qualité des fournitures de matières premières, de matériaux et de services indispensables aux entreprises locales. Il est en effet vrai que les fournisseurs présents sur le marché local sont rares, car le système des entreprises n'est pas assez organisé et, de toute façon, il est fondé sur des entreprises « petites » et « micro » qui ne peuvent évidemment pas offrir les garanties de qualité disponibles dans d'autres contextes. Les temps du cycle investissement-désinvestissement des entreprises locales de Sardaigne sont en moyenne bien supérieurs à ceux des cycles analogues de leurs concurrentes: cela semble une évidence si l'on considère l'allongement des temps d'approvisionnement lié à l'insularité. Mais il existe certainement d'autres raisons liées au niveau non satisfaisant d'efficacité et d'efficacité opérationnelle (la rationalisation de l'organisation) qui déterminent fondamentalement des temps plus longs du cycle investissement-désinvestissement.
- 2) Par la combinaison des désavantages structurels et permanents extérieurs et de certaines insuffisances internes dues à la dimension



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

moyenne réduite des entreprises locales de Sardaigne, il est facile d'identifier des coûts cachés qui, bien qu'ils ne soient ni mesurables ni évidents, existent certainement et surtout concourent à la détermination du surcoût total par rapport aux entreprises extérieures concurrentes.

Tout ceci étant donné, le chiffre minimum de première approximation attribué plus haut au DGN général et dû à l'insularité peut raisonnablement être augmenté d'au moins 3 / 4 points en pourcentage, si bien qu'en synthèse, on peut estimer à environ 20 / 24% le surcoût total des entreprises locales de Sardaigne liée au DGN général total. Et l'on peut estimer à environ 17 / 21% en moyenne la majoration de coût totale due à l'insularité.

La conséquence arithmétique, et peut-être banale, de ce chiffre peut servir à une comparaison entre une entreprise locale de Sardaigne et une entreprise de même taille extérieure à la Sardaigne. Si cette dernière présente un produit égal à 5 millions d'Euros et des coûts égaux à 4,5 millions, son bénéfice sera de 500 000 Euros, c'est-à-dire environ 10% des produits.

Pour une entreprise locale sarde, toutes les autres conditions étant égales, à part le coût ayant une augmentation de 24%, on aura: produits 5 millions d'Euros, coûts 4,5 millions, plus le surcoût de 24% c'est-à-dire 1 080 000, pour un coût total de 5 millions 580 000. Le résultat économique est égal à une perte de 580 000 Euros.

Et donc, face à un bénéfice de 500 000 Euros pour l'entreprise extérieure, on se trouve devant une perte de 580 000 Euros pour l'entreprise locale de Sardaigne.

En ce qui concerne le DGN dû exclusivement à l'insularité, le résultat de l'entreprise locale de Sardaigne s'améliore (si l'on peut dire !) de 153 000 Euros, c'est-à-dire qu'il se limite à une perte de 445 000 Euros au lieu de 580 000.



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

Pièce jointe 1



Questionnaire

- 1.** Les entreprises locales de Sardaigne enregistrent-elles, pour des raisons d'environnement (caractères géographiques, démographiques, historiques, culturels, sociaux, économiques etc.) des coûts plus élevés et des bénéfices moindres par rapport aux entreprises concurrentes dont l'environnement de référence se situe dans les régions du centre et du nord de l'Italie?

OUI

NON

JE NE SAIS PAS

- 2.** Ce différentiel de gestion négatif dépend-il de façon significative de l'insularité?

OUI

NON

JE NE SAIS PAS



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

3. Les fonctions d'entreprises enregistrant les coûts les plus élevés (ou les bénéfices les plus faibles):

- financement OUI NON NE SAIS PAS
- approvisionnement en matières premières
et matériaux OUI NON NE SAIS PAS
- transport matières premières et matériaux..... OUI NON NE SAIS PAS
- gestion stock matières premières et matériaux..... OUI NON NE SAIS PAS
- transformation industrielle:
 - a) coût du personnel de production OUI NON NE SAIS PAS
 - b) coût de l'utilisation des machines OUI NON NE SAIS PAS
 - c) coût de l'énergie OUI NON NE SAIS PAS
 - d) autres coûts industriels OUI NON NE SAIS PAS
- gestion stock des produits finis OUI NON NE SAIS PAS
- transport des produits finis OUI NON NE SAIS PAS
- distribution commerciale des produits finis OUI NON NE SAIS PAS
- comptabilité, contrôle et administration en général..... OUI NON NE SAIS PAS



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

4. Pouvez-vous indiquer le pourcentage estimé de surcoût relativement au différentiel de gestion négatif pour chaque fonction?

- financement _____
- approvisionnement en matières premières et matériaux _____
- transport matières premières et matériaux _____
- gestion stock matières premières et matériaux _____
- transformation industrielle:
 - a) coût du personnel de production _____
 - b) coût de l'utilisation des machines _____
 - c) coût de l'énergie _____
 - d) autres coûts industriels _____
- gestion stock des produits finis _____
- transport des produits finis _____
- distribution commerciale des produits finis _____
- comptabilité, contrôle et administration en général _____



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

5. Pouvez-vous indiquer, comme ci-dessus, le pourcentage de surcoût pour chaque fonction relativement au différentiel de gestion négatif par rapport au seul caractère spécifique d'insularité?

- financement _____
- approvisionnement en matières premières et matériaux _____
- transport matières premières et matériaux _____
- gestion stock matières premières et matériaux _____
- transformation industrielle:
 - a) coût du personnel de production _____
 - b) coût de l'utilisation des machines _____
 - c) coût de l'énergie _____
 - d) autres coûts industriels _____
- gestion stock des produits finis _____
- transport des produits finis _____
- distribution commerciale des produits finis _____
- comptabilité, contrôle et administration en général _____



Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cagliari

largo Carlo Felice 72 - 09124 Cagliari · tel. 070/605121 · fax 070/60512435

6. Eventuelles remarques complémentaires, précisions, suggestions utiles pour la validité de la recherche
